

À la recherche des Territoires d'industrie à effet local dominant

Etienne Fouqueray

Résumé

Un des objectifs que s'est donné l'observatoire des Territoires d'industrie est de documenter les conditions locales qui mènent certains territoires français à se distinguer des autres en matière d'emploi industriel. Ces conditions ne pouvant être appréhendées uniquement à partir de données chiffrées, une analyse qualitative s'impose. Toutefois, une telle analyse suppose d'être en mesure d'identifier les territoires sur lesquels ces effets sont à l'œuvre. Ce document de travail met en évidence les territoires qui représentent les terrains d'étude à analyser en priorité. Ce sont 14 zones d'emplois qui ont une spécificité industrielle forte, une croissance de l'emploi qui s'écarte de la moyenne et la présence d'effets locaux historiques et récents. Elles correspondent à 10 Territoires d'industrie qui ont déjà signé leur protocole d'accord en avril 2020.

Introduction

La Note de La Fabrique de Denis Carré, Nadine Levratto et Philippe Frocrain intitulée « L'étonnante disparité des territoires industriels » (2019) révèle la diversité des performances des territoires en matière d'emploi industriel¹. Deux territoires peuvent être voisins et être caractérisés par des performances très différentes. La croissance de l'emploi industriel sur un territoire n'est pas nécessairement le résultat d'une spécialisation du territoire sur un secteur très dynamique. Plus important encore, la Note montre les limites des déterminants quantitatifs tels que la part de la main d'œuvre qualifiée ou les effets d'agglomération. Les études de terrain sont alors nécessaires à la compréhension de l'importance de facteurs plus qualitatifs tels que le rôle des leaders, la qualité de la gouvernance ou la coopération entre les acteurs locaux, facteurs que l'on désigne de manière condensée sous le terme « d'effet local ».

Ce document de travail identifie les zones d'emploi à cibler de manière privilégiée par des études de terrain, en croisant plusieurs indicateurs statistiques issus du traitement de données sur l'emploi sur deux périodes, 2007-2016 et 2016-2018. Cette dernière période présente un intérêt particulier dans la mesure où, après une longue phase de désindustrialisation, la France a connu une croissance de l'emploi industriel à partir de 2017 (INSEE, 2020). En particulier, on s'intéresse aux zones qui ont i) une identité industrielle, ii) une évolution de l'emploi industriel qui se distingue nettement du niveau national sur les deux périodes et iii) un effet local qui joue un rôle plus important dans l'évolution de ce taux d'emploi industriel que les conditions macroéconomiques et sectorielles. Les zones d'emploi sélectionnées sont ensuite mises en correspondance avec les territoires labellisés Territoires d'industrie, dont les périmètres ne les recourent qu'en partie : les zones d'emploi correspondent en effet à un découpage statistique – en fonction duquel de nombreuses données sont donc disponibles – tandis que les Territoires d'industrie sont des constructions politiques s'appuyant sur un découpage intercommunal.

Ce faisant, ce document contribue à l'actualisation des chiffres de la Note de Carré *et al.* (2019) en étudiant la période 2016-2018, tout en apportant un protocole de sélection à suivre lorsque l'on s'intéresse aux conditions locales déterminantes de l'évolution de l'emploi industriel.

La croissance récente de l'emploi industriel dans 39 zones d'emploi est liée à l'effet local

L'industrie est présente dans l'ensemble des régions. Parmi les 321 zones d'emploi que compte la France², on dénombre ainsi 220 zones pour lesquelles l'identité et l'organisation sont marquées par le secteur industriel en 2018³. On est donc loin d'une France sans industrie ! Une petite moitié de ces zones, 93 exactement, ont connu ces dernières années (2016-2018) une croissance de l'emploi industriel supérieure à la moyenne⁴ nationale (+0,4 %).

On peut ensuite s'interroger sur la stabilité de cette croissance dans ces 93 zones d'emploi. Seules 4 d'entre elles ont connu également une croissance de l'emploi industriel de 2007 à 2016⁵ : les zones de Coutances, Saint-Nazaire, Le Blanc et Cognac ont donc la structure industrielle la plus stable et la plus viable dans le temps. Pour les trois premiers territoires, cette croissance à long terme s'explique par des effets locaux⁶ non seulement positifs (réseaux, histoire du territoire, histoire des entreprises, gouvernance, etc.) mais même plus importants que les effets nationaux (liés au contexte macroéconomique) et que ceux liés à la spécialisation sectorielle. Pour la zone d'emploi de Cognac, ces effets locaux ont été prépondérants durant toute la période 2007-2016, mais s'effacent devant les effets macroéconomiques sur la période récente (2016-2018).

Pour les 89 autres zones d'emploi, la croissance récente de l'emploi industriel a donc fait suite à un long déclin entre 2007 et 2016. Comment alors expliquer ce retournement ? Pour 36 zones d'emploi, le regain s'explique par des effets locaux prépondérants. Si l'on parle de confiance ou de qualité de la gouvernance, il est fort probable que cet effet se soit construit dans la durée. Il est donc intéressant d'examiner la présence d'effets locaux sur une période relativement longue. On s'aperçoit que 25 zones d'emploi sont déjà caractérisées par des effets locaux prépondérants sur la période 2007-2016. On peut faire l'hypothèse que ces effets locaux « historiques » peuvent expliquer en partie l'évolution favorable de l'emploi industriel entre 2016 et 2018. Si l'on regarde l'évolution de l'emploi total et non plus seulement celle de l'emploi industriel, on se rend compte que la majeure partie de ces zones (14 sur 25) avaient un environnement économique plutôt dynamique depuis 2007 : l'emploi tous secteurs confondus y a augmenté – contrairement à l'emploi industriel donc. Pour 10 autres zones d'emploi, la succession d'un long déclin puis d'un récent rebond de l'emploi industriel est au contraire à l'image de celle de l'emploi total. Enfin, pour seulement une zone d'emploi, celle de Carhaix-Plouguer, la croissance de l'emploi industriel sur la période 2016-2018 s'inscrit dans un contexte économique historiquement dégradé, marqué par une diminution de l'emploi total sur les deux périodes.

Inversement, pour 11 de ces 36 zones d'emplois, la croissance de l'emploi industriel de 2016 à 2018 s'explique bien par des effets locaux importants mais cette prédominance ne s'observait pas sur la période 2007-2016. C'est par exemple le cas de Poissy et de Châtelleraut. La croissance récente de l'emploi industriel y est corrélée à celle de l'ensemble des emplois salariés privés, tout

comme le déclin de l'emploi industriel sur la période précédente était concomitant au déclin de l'emploi total. Un examen approfondi de ces territoires serait nécessaire pour comprendre ce qui s'est passé récemment et ainsi tenter d'expliquer cette nouvelle dynamique (gouvernance, choix politiques et économiques, etc.). Seule une zone d'emploi, celle de Sablé-sur-Sarthe, se caractérise par une croissance récente de l'emploi industriel dans un environnement économique historiquement dynamique.

L'effet local intervient également dans le déclin récent de 39 autres zones d'emplois

Parmi les 220 zones d'emploi caractérisées par une forte identité industrielle, on en compte donc 127 à avoir connu un déclin de l'emploi industriel sur la période récente. Ce déclin est observable depuis 2007, à l'exception de 8 d'entre elles dont l'emploi industriel avait augmenté entre 2007 et 2016.

Ces huit zones d'emploi ont deux points communs. D'une part, la croissance de l'emploi industriel entre 2007 et 2016 s'explique par des effets locaux supérieurs aux effets macroéconomiques et sectoriels. D'autre part, elles sont précisément caractérisées par des effets locaux négatifs, expliquant la moindre croissance voire la décroissance entre 2016 et 2018. En d'autres termes, si des effets locaux ont favorisé l'emploi industriel entre 2007 et 2016, ce sont aussi des effets locaux qui expliquent son déclin sur la période récente ; c'est le cas à Vitry par exemple. Les limites de l'analyse structurelle-résiduelle peuvent expliquer en partie ce résultat⁷. Cela étant, ce résultat justifie que l'on mène une enquête de terrain : il s'agira alors de comprendre comment les conditions locales sont devenues moins favorables à l'emploi industriel. Par ailleurs, en approfondissant l'étude du contexte territorial grâce aux données sur l'emploi total, on se rend compte de la diversité des trajectoires de ces 8 territoires : Figeac a connu un déclin récent de l'emploi total tandis que Tulle a un environnement économique historiquement défavorable.

Les 119 autres zones d'emploi ont donc connu un déclin de l'emploi industriel aussi bien de 2007 à 2016 que de 2016 à 2018. Elles partagent le fait d'avoir des effets locaux négatifs sur cette période récente. En revanche, 31 d'entre elles avaient des effets locaux positifs sur la période 2007-2016, qui n'ont pas empêché le recul de l'emploi industriel. Encore une fois, ce résultat interroge quant à la temporalité de l'effet local et justifie une approche de terrain. D'autant plus qu'on observe à nouveau une diversité des environnements locaux. Dans certains territoires comme Brive ou Tarbes-Lourdes, l'emploi total a connu une évolution favorable seulement sur la période 2016-2018 montrant un dynamisme économique local récent. D'autres zones d'emploi ont connu une croissance de l'emploi total sur les deux périodes ; c'est le cas de Molsheim-Obernai et de Libourne. Au contraire, pour d'autres territoires, c'est l'ensemble de l'emploi qui a connu une évolution défavorable.

Dans les 88 zones d'emploi restantes, le déclin historique de l'industrie tient davantage au contexte macro-économique et à la spécialisation sectorielle plutôt qu'aux conditions locales.

Conclusion : 14 zones d'emploi à examiner prioritairement

78 zones d'emploi (voir annexe 2) présentent à la fois une forte spécificité industrielle, une trajectoire de croissance qui s'écarte de la moyenne nationale sur la période 2016-2018 et des effets locaux prépondérants. En particulier, 39 zones d'emploi peuvent être qualifiées de « performantes » industriellement et 39 autres zones d'emploi sont catégorisées comme étant en « déclin » industriel.

Sur les 39 zones d'emploi « performantes » industriellement, 5 zones ne figurent pas dans le zonage des Territoires d'industrie. Cette absence de labellisation est surprenante pour les zones d'emploi de Coutances et du Blanc, qui figurent parmi les territoires où la dynamique industrielle est la plus stable et viable dans le temps. Il est vrai toutefois que l'industrie sur ces petites zones d'emploi pèse peu relativement à d'autres territoires. Concernant les zones d'emploi en « déclin » industriel, seules trois ne figurent pas dans le zonage des territoires d'industries : en particulier Gray et Chinon qui ont un indice de spécificité industrielle supérieur à 2 et n'ont pour autant pas été labellisées « Territoires d'industrie ».

Ainsi, ce travail mène à l'identification de 70 zones d'emploi se situant en totalité ou en partie sur un Territoire d'industrie et pour lesquelles un travail qualitatif serait justifié, eu égard à la dynamique de l'emploi industriel et aux effets territoriaux qui l'expliquent. Parmi elles, 36 zones ont déjà signé leur protocole « Territoires d'industrie » en avril 2020.

L'indice de spécificité industrielle de ces 36 zones d'emploi varie de 1,01 à 3,1 : elles sont donc structurées par l'industrie de manière très diverse. Nous utilisons une valeur de seuil⁸ afin d'isoler, au sein des 36 zones d'emploi sélectionnées, celles pour qui l'industrie occupe une place encore plus prépondérante : 14 zones ont un indice supérieur au seuil et sont donc marquées par une forte spécificité industrielle. Ces zones d'emploi représentent les territoires à considérer en priorité pour réaliser une étude minutieuse des effets locaux.

Tableau 1 : les Territoires à considérer en priorité

Zone d'emploi	Territoire d'industrie
La Ferté-Bernard	TI5213 - Vallée de l'Huisne
Issoudun	TI2403 - Issoudun-Châteauroux
Châtellerault	TI7504 - Grand Châtellerault
Figeac	TI7601 - Aurillac-Figeac-Rodez
Molsheim - Obernai	TI4402 - Alsace centrale
Sélestat	TI4402 - Alsace centrale
Issoire	TI8405 - Issoire - Brioude
Cognac	TI7501 - Angoulême Cognac
Cholet	TI5202 - Choletais-Mauges
Châteaubriant	TI5201 - Ancenis Châteaubriant
Ancenis-Saint-Géréon	TI5201 - Ancenis Châteaubriant
Avranches	TI2803 - Collines de Normandie/
	TI2808 - Sud Manche
Ambérieu-en-Bugey	TI8408 - Oyonnax Pays de Gex
Poissy	TI1108 - Seine Aval - Mantes

Références

- 1 - D'autres indicateurs sont possibles. Le taux de chômage est privilégié par Donne et Bouvard (2020) par exemple.
- 2 - France métropolitaine et départements d'outre-mer. La Note de La Fabrique écrite par Carré *et al.* (2019) se concentre uniquement sur les zones d'emploi de France métropolitaine.
- 3 - C'est-à-dire par une valeur de l'indice de spécificité industrielle supérieure à 1.
- 4 - Dans le contexte globalement positif de cette dernière période, 13 zones d'emploi s'ajouteraient aux 93 zones identifiées si l'on raisonnait en fonction de la croissance absolue et non de l'écart à la moyenne.
- 5 - Nous nous positionnons ici sur un critère de croissance absolue dans un contexte de croissance plutôt négative sur la période 2007 – 2016.
- 6 - Les effets locaux et sectoriels sont ici calculés à l'aide d'une nomenclature d'activités en 10 classes. Dans un travail que nous menons en parallèle avec une décomposition plus fine en 732 classes, nous observons une stabilité importante des effets locaux.
- 7 - Voir les limites en annexe 3 de ce document et dans Carré *et al.* (2019).
- 8 - Cette valeur est égale à 1,92 et correspond à la somme de 1 et d'une fois et demie l'écart-type de la distribution des indices de spécificité des 321 zones d'emploi du territoire national (0,92).

Bibliographie

- Bignon, N, Djefal, F. et Rousseau, S. (2018).** L'industrie manufacturière de 2006 à 2015 : l'agroalimentaire et la construction aéronautique et spatiale résistent au repli du secteur. INSEE Première, n°1689, février.
- Carré, D, Levratto, N, et Frocrain, P. (2019).** L'étonnante disparité des territoires industriels. Comprendre la performance et le Déclin. Les Notes de La Fabrique. Les Presses des Mines : Paris.
- Donne, V. et Bouvard, C. (2020).** Chômage et territoires : quels modèles de performance ? Document de travail, France Stratégie, n°12, juillet.
- INSEE (2020).** Tableaux de l'économie française. Édition 2020. INSEE Références.

Annexe 1 : Méthodologie

Les données issues du recensement de la population (RP) et produites par l'INSEE permettent d'offrir une classification en 38 secteurs d'activité de l'ensemble des emplois : publics, privés, salariés, non-salariés sur la période 2007-2016. L'emploi est comptabilisé au lieu de travail. Ces données sont utilisées pour définir les zones d'emploi, ces « espaces géographiques à l'intérieur desquels la plupart des actifs résident et travaillent (et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts) » (INSEE).

Contrairement à la base précédente, les données provenant de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) recense seulement les effectifs salariés, la masse salariale et le nombre d'établissements du secteur privé et exclut les emplois salariés publics et les emplois non-salariés. En revanche, ces données permettent une analyse fine des dynamiques sectorielles sur un territoire car elles segmentent les emplois en 732 secteurs sur une période allant de 2007 à 2018. Ces effectifs sont comptabilisés par zones d'emploi.

Nous retenons trois principaux indicateurs pour sélectionner les territoires.

Les terrains d'étude doivent tout d'abord avoir une identité industrielle observable aujourd'hui. Les territoires sur lesquels serait surreprésenté l'emploi industriel par rapport à la moyenne nationale répondent à ce critère et sont repérés à l'aide d'un indice de spécificité industrielle mesuré en 2018. L'indice de spécificité industrielle est estimé à partir du rapport entre la spécialisation de ce secteur sur un territoire à sa spécialisation à l'échelle nationale. L'indice de spécialisation rapporte le nombre d'emplois au sein d'un secteur sur un territoire d'étude au nombre d'emploi total sur ce même territoire. Un indice de spécificité supérieur à 1 signifie que le secteur industriel est surreprésenté sur le territoire par rapport à l'échelle nationale.

Les terrains d'étude doivent être caractérisés par des performances en matière d'emplois qui s'écartent de celles observées sur les autres territoires – que l'on assiste à une croissance remarquable de l'emploi ou à un recul important. La croissance de l'emploi industriel (nomenclature A10) mesurée par un taux de variation est l'indicateur de performance retenu. Selon les périodes considérées, il est mesuré en termes absolus ou mis en relation avec la croissance observée sur le territoire national.

Les terrains d'étude doivent avoir une dynamique propre tirée par des conditions économiques locales telles que la qualité de la gouvernance ou la coopération entre les acteurs locaux (Carré *et al.*, 2019). Les effets locaux sont estimés à partir d'une analyse structurelle-résiduelle (ASR) permettant de décomposer les sources de la croissance de l'emploi industriel en un effet national, un effet sectoriel et un effet résiduel appelé effet local (voir la méthodologie en annexe 1). À noter que cet effet résiduel peut aussi inclure des micro-effets sectoriels ou des effets liés au positionnement de marché.

La sélection des territoires est effectuée par séquence, dans l'ordre indiqué dans la figure 1.

Figure 1 : Le processus de sélection



Note : Chaque rectangle représente un nombre de zones d'emploi. Ce nombre diminue au fur et à mesure de l'application des différents critères.

Annexe 2 : Les 36 zones d'emploi aux caractéristiques saillantes

À la recherche des Territoires d'industrie à effet local dominant

Zone d'emploi	Catégorie	Nombre d'emplois salariés privés industriels en 2018	Evolution de l'emploi industriel salarié privé entre 2016 et 2018	Indice de spécificité industrielle en 2018	Territoire d'industrie ayant contractualisé
La Ferté-Bernard	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Corrélation à l'activité économique du territoire	5 826	5,20%	3,1	TI5213 - Vallée de l'Huisne
Issoudun	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Corrélation à l'activité économique du territoire	2 876	3,60%	3	TI2403 - Issoudun-Châteauroux
Châtellerault	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants récents / Corrélation à l'activité économique du territoire	8 400	4,20%	2,5	TI7504 - Grand Châtellerault
Figeac	Décroissance industrielle récente / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Croissance industrielle antérieure et effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	4 058	-0,80%	2,5	TI7601 - Aurillac-Figeac-Rodez
Molsheim - Obernai	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	14 874	-2,10%	2,4	TI4402 - Alsace centrale
Issoire	Décroissance industrielle récente / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Croissance industrielle antérieure et effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	4 194	-1,40%	2,4	TI8405 - Issoire - Brioude TI8413 - Thiers - Ambert
Cognac	Croissance industrielle historique / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	7 463	1,60%	2,2	TI7501 - Angoulême Cognac
Cholet	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	23 329	4,70%	2,1	TI5202 - Choletais-Mauges
Sélestat	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Corrélation à l'activité économique du territoire	6 852	3,50%	2	TI4402 - Alsace centrale
Châteaubriant	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	2 740	7,20%	2	TI5201 - Ancenis Châteaubriant
Ancenis-Saint-Géréon	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	4 776	5,90%	2	TI5201 - Ancenis Châteaubriant
Ambérieu-en-Bugey	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	8 290	3,70%	2	TI8403 - Bourg-en-Bresse TI8408 - Oyonnax Pays de Gex
Poissy	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants récents / Corrélation à l'activité économique du territoire	19 244	9,90%	2	TI1102 - Cergy - Ouest 95 TI1108 - Seine Aval - Mantes
Avranches	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	7 050	-1%	2	TI2803 - Collines de Normandie
Romans-sur-Isère	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	6 677	7,30%	1,8	TI8402 - Bièvre-Isère

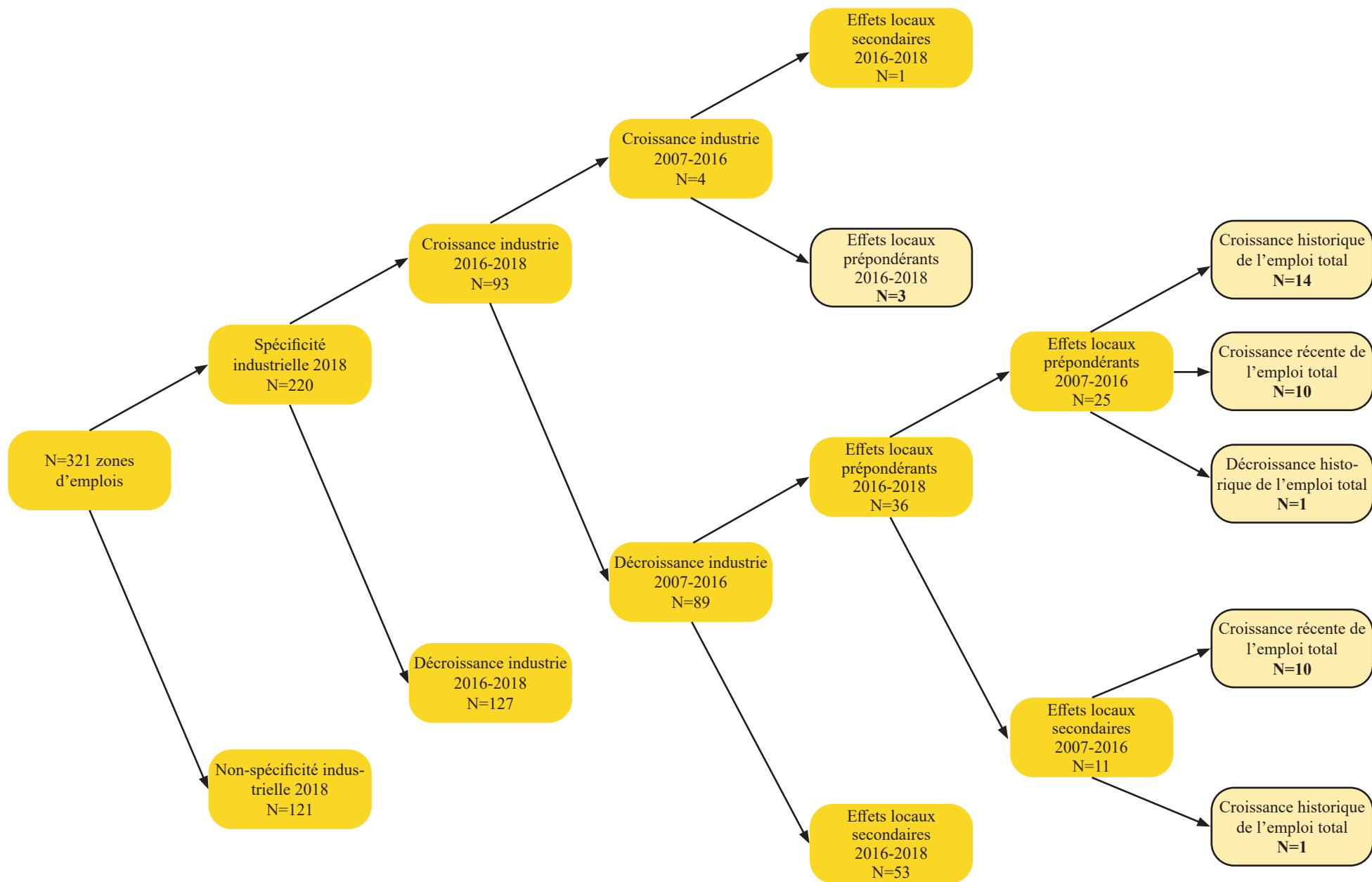
Zone d'emploi	Catégorie	Nombre d'emplois salariés privés industriels en 2018	Evolution de l'emploi industriel salarié privé entre 2016 et 2018	Indice de spécificité industrielle en 2018	Territoire d'industrie ayant contractualisé
Istres - Martigues	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique récemment dynamique	11 455	-0,10%	1,8	TI9301 - Aix-Marseille-Provence
Vichy	Croissance industrielle récente/ Effets territoriaux dominants récents / Corrélation à l'activité économique du territoire	7 398	5,60%	1,7	TI8410 - Riom-Vichy TI8407 - Montluçon
Saint-Nazaire	Croissance industrielle historique / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	20 554	6,30%	1,6	TI5209 - Saint-Nazaire - Cordemais
Montélimar	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	12 653	-1,50%	1,6	TI9308 - Vallée de la Durance
Bourgoin-Jallieu	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	15 184	3,60%	1,5	TI8402 - Bièvre-Isère TI8408 - Oyonnax Pays de Gex TI8406 - La Tour du Pin - Grésivaudan
Parthenay	Croissance industrielle récente/ Effets territoriaux dominants récents / Corrélation à l'activité économique du territoire	1 770	10,60%	1,5	TI7509 - Nord Poitou
Chalon-sur-Saône	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique récemment dynamique	12 130	-1,20%	1,5	TI2702 - Grand Chalon
Brive-la-Gaillarde	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique récemment dynamique	10 701	-2,20%	1,5	TI7503 - Bassin de Brive - Périgord TI7512 - Périgord-Limousin TI7601 - Aurillac-Figeac-Rodez
Besançon	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Corrélation à l'activité économique du territoire	17 116	4,40%	1,4	TI2703 - Grand Dole
Bergerac	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Corrélation à l'activité économique du territoire	4 118	4%	1,4	TI7506 - Libournais TI7514 - Val de Garonne Guyenne Gascogne
Plaisir	Croissance industrielle récente/ Effets territoriaux dominants récents / Corrélation à l'activité économique du territoire	3 384	7%	1,4	TI1109 - Versailles - Saclay TI1108 - Seine Aval - Mantes
Villefranche-sur-Saône	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	13 491	0,40%	1,4	TI8411 - Roanne - Tarare TI8403 - Bourg-en-Bresse
Mauriac	Décroissance industrielle récente / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Croissance industrielle antérieure et effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement en déclin	934	-0,30%	1,4	TI7601 - Aurillac-Figeac-Rodez
Dax	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	8 373	-1,70%	1,3	TI7510 - Pays Adour Landes océanes

À la recherche des Territoires d'industrie à effet local dominant

Zone d'emploi	Catégorie	Nombre d'emplois salariés privés industriels en 2018	Evolution de l'emploi industriel salarié privé entre 2016 et 2018	Indice de spécificité industrielle en 2018	Territoire d'industrie ayant contractualisé
Clermont-Ferrand	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	31 176	-2,30%	1,3	TI8405 - Issoire - Brioude TI8410 - Riom-Vichy TI8413 - Thiers - Ambert
Libourne	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement dynamique	4 640	-2,90%	1,3	TI7512 - Périgord-Limousin TI7506 - Libournais
Tulle	Décroissance industrielle récente / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Croissance industrielle antérieure et effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique historiquement en déclin	2 590	-0,30%	1,2	TI7503 - Bassin de Brive - Périgord
Rochefort	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	3 556	7,40%	1,1	TI7513 - Rochefort
Le Puy-en-Velay	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Environnement économique historiquement dynamique	4 075	4,30%	1,1	TI8409 - Puy-en-Velay - Jeune Loire
Tarbes - Lourdes	Décroissance industrielle historique / Effets territoriaux secondaires et négatifs récents / Effets territoriaux antérieurs positifs / Environnement économique récemment dynamique	9 196	-1,10%	1,1	TI7505 - Lacq-Pau - Tarbes
Saint-Flour	Croissance industrielle récente / Effets territoriaux dominants historiques / Corrélation à l'activité économique du territoire	981	11,60%	1,01	TI7601 - Aurillac-Figeac-Rodez

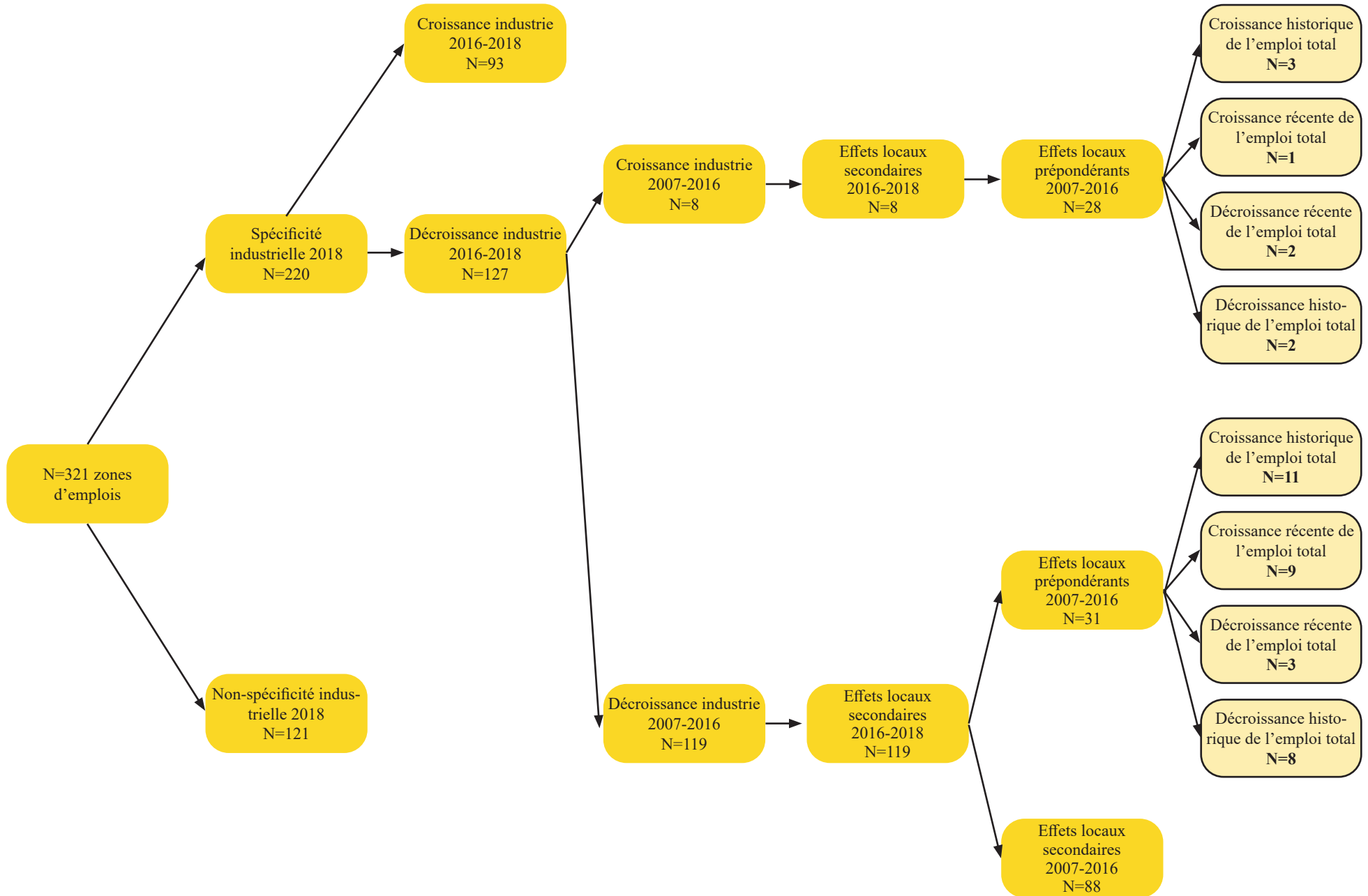
Annexe 3a : Les caractéristiques des zones d'emploi en croissance sur la période 2016-2018

À la recherche des Territoires d'industrie à effet local dominant



Annexe 3b : Les caractéristiques des zones d'emploi en déclin sur la période 2016-2018

Les start-up françaises aident-elles notre industrie à se renouveler ?



Annexe 4 : L'analyse structurelle-résiduelle

L'analyse structurelle-résiduelle (ASR), également appelée *Shift-Share Analysis*, est mobilisée afin d'identifier les effets intervenant dans l'évolution de l'emploi dans un secteur j sur un territoire i entre deux années. Elle permet de décomposer l'écart total d'emplois (ET_{ij}) sur cette période en trois effets.

(1) Un effet macro-économique (*national share*) noté NS_{ij} . Il mesure la variation de l'emploi théorique que le secteur sur le territoire aurait connu s'il avait suivi le même rythme de croissance que le territoire de référence dans son ensemble.

$$NS_{ij} = X_{ij a_0} \times t$$

Avec t le taux de croissance de l'emploi France entière

Afin de calculer les différents effets pour chaque secteur j du territoire d'étude i , on applique aux effectifs en termes d'emploi de l'année 0 (noté $X_{ij a_0}$) du territoire d'étude différents taux de croissance de l'emploi.

(2) Un effet de composition (*industrial mix*) noté IM_{ij} , il est lié à la composition sectorielle du territoire et mesure l'évolution de l'emploi liée à la structure sectorielle du territoire. Les effets de composition (IM_{ij}) mesurent la variation de l'emploi théorique que le secteur sur le territoire aurait connu s'il avait suivi le même rythme de croissance que le secteur sur le territoire de référence.

$$IM_{ij} = X_{ij a_0} \times (t_j - t)$$

Avec t_j le taux de croissance du secteur j France entière

(3) Un effet géographique ou résiduel (*regional shift*) noté RS_{ij} qui représente la variation de l'emploi théorique non expliquée par la dynamique macro-économique et la spécialisation sectorielle et qui est imputable au territoire. Il est mesuré par déduction entre le taux de croissance réel de l'emploi du secteur sur le territoire et le taux de croissance du secteur France entière.

$$RS_{ij} = X_{ij a_0} \times (t_i - t_j)$$

Avec t_{ij} le taux de croissance du secteur j sur le territoire d'étude i

La décomposition de l'écart total d'emploi ET_i correspond à la somme des écarts totaux ET_{ij} de chacun des j secteurs du territoire d'étude i , et par conséquent à la somme des trois effets NS_{ij} , IM_{ij} , ES_{ij} pour chacun des j secteurs du territoire d'étude i .

$$ET_i = \sum_{j=1}^s ET_{ij} = \sum_{j=1}^s NS_{ij} + IM_{ij} + ES_{ij}$$

La décomposition des effets par secteur d'activités permet de mesurer la contribution de chaque secteur aux différents effets. Ainsi, nous pouvons mettre en évidence, pour chacun secteur, le signe de chaque effet (total, macro-économique, de composition, géographique) et son intensité. Par exemple, pour la ville A, on observe un effet total égal à +200. Cet effet total est égal à la somme des effets totaux des 2 secteurs j et k présents au sein de la ville A : $ET_j = +400$ et $ET_k = -200$. Dans ce cas, le secteur j a une contribution positive à l'écart total et le secteur k a une contribution négative.



La Fabrique de l'industrie

81 boulevard Saint-Michel – 75005 Paris

www.la-fabrique.fr

